Le climat « pose un vrai enjeu démocratique »

Président de France nature environnement pour la Nouvelle-Aquitaine et vice-président national, le Limousin Antoine Gatet décrit l'impact de ces deux récentes vagues de chaleur sur l'environnement. Et s'inquiète du manque de fond du débat politique sur le changement climatique.

SÉBASTIEN DUBOIS
sebastien.dubois@centrefrance.com

Président de FNE pour la Nouvelle-Aquitaine, Antoine Gatet dénonce la faiblesse de la politique d'adaptation au changement climatique.

« Tout cela était totalement prévu, annoncé, attendu. » Président de France nature environnement pour la Nouvelle-Aquitaine, Antoine Gatet n'a pas été surpris par cette fin de printemps et ce début d'été, marqués par deux vagues de chaleur, dont un épisode caniculaire digne de 2003. « D'ici 2050, ce sera un été normal », prévient-il. Le climatologue Christophe Cassou parle à ce sujet de canicule FLIP : « plus fréquentes, longues, intenses et précoces, et aussi plus flippantes ». Tout au long de la semaine, rythmée par les annulations d'événements et les fermetures d'écoles, on a pu voir son impact sur les activités humaines. Mais la nature souffre aussi. « En Nouvelle-Aquitaine, Néo Terra a beaucoup travaillé dessus », explique le responsable.

Dès son lancement, en 2019, la structure faisait de la région, une des « plus impactées par le changement climatique et l'érosion de la biodiversité ». Depuis, « le territoire néoaquitain fait face à plusieurs menaces, explique l'organisme : une baisse insuffisante des émissions de gaz à effet de serre et de la consommation énergétique, l'érosion catastrophique de la biodiversité régionale se poursuit, alors que 45 % de notre PIB en dépend et la haute tension hydrique en Nouvelle-Aquitaine et la dégradation de la qualité des ressources en eau ». « Les sols se rapprochent de leur niveau le plus sec jamais observé » en Limousin, note MétéoFrance. Les forêts souffrent et la situation oblige les exploitants à s'adapter. « Sur l'impact de ces canicules, c'est difficile de répondre de façon globale, explique Antoine Gatet. Des espèces animales migratoires vont pouvoir se déplacer, mais pas toutes. Pour la flore et les arbres, c'est plus compliqué. On va également connaître des "à sec" plus nombreux sur les cours d'eau. C'est déjà le cas. »

« On ne fait que de la gestion de crise »

Depuis plusieurs années, Limousin nature environnement participe d'ailleurs à leur recensement. Depuis la fin de semaine, les bassins-versants de la Gartempe, la Vienne aval et amont, de la Bandiat, la Tardoire, la Dronne et la Loue sont en alerte renforcée. Le site "EauFrance" et son observatoire national des étiages dénombraient sept « écoulements non-visibles » et un « assec », sur le ruisseau des Râches, à Cognac-la-forêt. À Limoges, le site Vigicrue mesure une hauteur d'eau moyenne de 0,25 mètre sur la Vienne, contre 0,5 mètre début mai et un débit également très réduit, autour de 10 m³ par seconde. « Depuis plusieurs années, explique Antoine Gatet, on demande que les propriétaires d'étang fassent du soutien d'étiage. On a un problème avec les étangs en Limousin. On emprisonne de l'eau, elle s'évapore. Les étangs aggravent la situation. »

Pour l'ancien président de FNE au niveau national, le problème est politique. « On ne fait que de la gestion de crise », regrette-t-il. Et les derniers débats médiatiques ne le rassurent pas vraiment. « Quand on voit que le seul qui émerge, c'est pour ou contre la climatisation… Bien sûr, ça fera du bien, mais cette semaine, il y a trois centrales nucléaires à l'arrêt. Cela veut dire qu'on ne peut pas produire autant d'électricité dans ces circonstances comme celles qu'on connaît. On est très loin de l'adaptation dans les transports, à l'école, à l'hôpital. Tout cela a un coût pour la collectivité, mais on n'en parle pas. Par contre, on est capable de sortir 36 milliards pour l'armement. C'est assez affligeant. »

« La loi d'urgence agricole est une calamité »

En Haute-Vienne et en Limousin, l'agriculture concentre de nombreux chantiers. « Nous ne sommes qu'au mois de juin, et la situation est déjà catastrophique », déplorait, dans nos colonnes, un agriculteur, en fin de semaine dernière. « L'enjeu n'est pas de remettre en question l'élevage mais d'accompagner la filière vers des pratiques conciliant vitalité économique et adaptation au changement climatique », indique le premier Observatoire du changement climatique en Limousin, lancé par Transitions limousines. « Le problème, souligne Antoine Gatet, ce n'est pas tant notre modèle limousin avec les vaches dans les prés et une présence encore prégnante de polyculture, mais un modèle plus productiviste. La loi d'urgence agricole actuellement discutée est une calamité. On favorise un modèle qui détruit des emplois et produit une alimentation de mauvaise qualité, en utilisant toujours plus de produits chimiques et de machines. Mais je pense que pour ce modèle-là, c'est un peu le chant du cygne. »

« Aujourd'hui, la volonté de changement est majoritaire, reprend le militant. Mais le pouvoir politique refuse d'entendre ces représentants. On détruit les CESER, le CESE, les parlements de l'eau, alors que le changement climatique pose un vrai enjeu démocratique. Le fond vert a été divisé par trois, ce qui constitue un véritable abandon des politiques d'adaptation. Il y a aussi l'Office français de la biodiversité, l'ADEME et l'ANSES que l'extrême-droite et la droite veulent supprimer. On préfère casser le thermomètre que de regarder la fièvre en face. »

Ce "retour de bâton" écologique nourrit aussi la violence verbale de certaines organisations, dont les dirigeants « veulent faire la peau » aux écologistes, comme a pu le formuler Bertrand Venteau, lors de son discours d'investiture. « Nous ne tolérerons aucune importation de méthodes d'intimidation chez nous et saurons retrouver ceux qui s'en prennent à nos paysans pour leur faire vivre ce qu'ils font subir aux éleveurs, mais en pire », a récemment écrit la Coordination rurale. « Il y a beaucoup de violence et c'est profondément inadmissible, conclut Antoine Gatet. On aimerait que l'État réagisse. Mais je retiens quelque chose de positif : les associations environnementales attirent de plus en plus de monde et derrière ça, il y a une envie de changer les choses collectivement. » ●